

# INTEGRATION REGIONALE SUD-SUD ET INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS : EFFET TAILLE DE MARCHÉ

Version provisoire<sup>1</sup>

N. Idir\*, A. Kamali\* et E. Unan\* <sup>^</sup>

## RESUME

*La signature de l'accord de Barcelone a créé pour les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée<sup>3</sup> (PSEM) l'espoir d'une insertion dans un large mouvement de régionalisation – mondialisation. Elle préluait d'importantes retombées positives, notamment en matière d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE). Toutefois, l'annonce de la création d'une zone de libre échange avec l'Union européenne n'a pas produit les effets escomptés : les IDE, par exemple, ont quasiment stagné dans ces pays par rapport aux autres pays émergents. Parallèlement, le regain d'intérêt pour les accords régionaux entre pays en développement a poussé les PSEM à réexaminer leurs stratégies. Une intégration Sud-Sud est devenue dès lors probable.*

*Nous cherchons donc à travers ce papier à mesurer le potentiel d'IDE suite à une intégration économique entre les PSEM. Nous proposons un modèle des déterminants des IDE pour un échantillon de pays en développement, engagés dans un processus d'intégration Sud-Sud. Le potentiel d'IDE des PSEM est simulé à partir des élasticités obtenues de notre échantillon. Globalement, nos résultats indiquent qu'une intégration régionale Sud-Sud ne serait accroître l'attractivité des PSEM. La majorité des pays sont à leurs potentiels d'IDE : seules l'Algérie et la Jordanie n'ont pas encore atteint leurs potentiels.*

**Mots clés :** *intégration régionale Sud-Sud, investissements directs étrangers, taille de marché, pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM)*

---

<sup>1</sup> Ne pas diffuser ni citer sans l'autorisation des auteurs

\* Centre d'Economie de Paris Nord : CEPN-CNRS UMR7115, Université de Paris 13,

Av. JB Clément 93430 Villetaneuse. France.

Tel. (00)331(0)49402080

[nisrineidir@yahoo.fr](mailto:nisrineidir@yahoo.fr); [Kamali@seg.univ-paris13.fr](mailto:Kamali@seg.univ-paris13.fr); [unan@seg.univ-paris13.fr](mailto:unan@seg.univ-paris13.fr)

<sup>^</sup> Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO)

<sup>2</sup> Il s'agit des pays du sud de la méditerranée (Algérie, Maroc, Tunisie et Egypte) et des pays de l'est de la méditerranée (Jordanie, Turquie). Israël, La Palestine, la Libye et la Syrie sont exclus de notre échantillon.

## SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	3
1. LES IDE DANS LES PSEM : QUELQUES FAITS STYLISES .....	4
1.1. Evolution des IDE: Les tendances globales .....	4
1.2. Les IDE européens dans les PSEM .....	7
2. INTEGRATION REGIONALE ET IDE : UNE REVUE DE LA LITTERATURE ...	8
2.1. Les déterminants des IDE : Une revue sommaire de la littérature .....	9
2.2. Intégration régionale et IDE .....	9
2.3. Intégration régionale et IDE : Quelques éléments d’appréciation empirique .....	11
3. MODELISATION EMPIRIQUE .....	16
3.1. Spécification du modèle .....	16
3.2. Données .....	17
3.3. Les résultats empiriques .....	18
3.4. Les simulations : .....	20
Conclusion .....	23
ANNEXES .....	24
Annexe1: Evolutions des flux d’IDE reçus par les PSEM en millions de \$ et en % du PIB .....	25
Annexe 2 : Variables explicatives des déterminants des IDE .....	26
Annexe 3: Test des effets fixes.....	27
BIBLIOGRAPHIE .....	28

## INTRODUCTION

Le processus d'intégration régionale Nord-Sud dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée<sup>4</sup> (PSEM) annonçait des retombées positives, notamment en matière d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE). La littérature, aussi bien théorique qu'empirique, a en effet largement étudié l'impact positif de l'intégration entre pays à dotations factorielles différentes sur les IDE. Un accroissement de la taille du marché suite à l'intégration et une réduction progressive des barrières entre les pays membres incitent les firmes multinationales (FMN) à s'implanter là où les coûts de production sont faibles afin de servir le marché par la réexportation.

Toutefois, l'annonce de la création d'une zone de libre échange (ZLE) entre l'Union européenne (UE) et les PSEM n'a pas produit les effets escomptés : globalement les IDE ont quasiment stagné dans ces pays par rapport aux autres pays émergents. Depuis la fin des années 90, les performances de la région ont été faibles par rapport à l'Amérique du Sud et l'Europe du Sud-Est (voir figure 1).

Parallèlement, le regain d'intérêt pour les accords régionaux entre pays en développement (MERCOSUR, UEMOA, etc.) et les effets ambigus des accords de Barcelone ont amené les PSEM à réexaminer leurs « stratégies » et à réintégrer l'idée d'une intégration Sud-Sud. Celle-ci a été accréditée de la ratification récente (2006) de l'accord d'Agadir (Maroc, Egypte, Jordanie et Tunisie), prélude à une vaste zone de libre échange. A partir de là, nous étudions l'impact d'une intégration régionale Sud-Sud sur les IDE dans les PSEM. Serait-elle en mesure d'accroître la crédibilité de ces pays et d'attirer les IDE grâce à l'effet taille de marché ? L'attractivité des IDE dépend-elle d'autres facteurs comme la stabilité politique, économique et financière ou d'éléments institutionnels plutôt que l'intégration elle-même ?

Dès lors, nous présentons un modèle économétrique en données de panel, des déterminants des IDE et pour un échantillon de pays en développement. Puis, nous simulons le potentiel d'IDE des PSEM pour différents niveaux d'intégration régionale. De ce point de vue, l'apport de notre travail est de procéder à une décomposition des différents accords régionaux existants. Nous nous proposons de distinguer les phases d'intégration économique, afin de suggérer aux PSEM celle qui serait accroître leur attractivité.

Nous présentons, dans la première partie de cet article, l'évolution des IDE dans les pays en développement et dans les PSEM. Puis nous exposons, dans la deuxième partie, la littérature théorique et empirique sur les liens entre intégration régionale et les IDE. L'estimation économétrique est enfin utilisée, dans la section 3, pour étudier, d'une

---

<sup>4</sup> Il s'agit des pays du sud de la méditerranée (Algérie, Maroc, Tunisie et Egypte,) et des pays de l'est de la méditerranée (Jordanie, Turquie). Israël, La Palestine, la Libye et la Syrie sont exclus de notre échantillon.

part, les déterminants des IDE et mesurer, d'autre part, le potentiel d'IDE suite à une intégration Sud-Sud.

## **1. LES IDE DANS LES PSEM : QUELQUES FAITS STYLISES**

On assiste depuis la fin des années quatre-vingt à un bouleversement dans l'orientation des IDE. Concentrés principalement dans les pays développés, les IDE ont trouvé de nouvelles niches d'investissements. Ils ont connu un accroissement considérable dans les pays en développement, passant en moyenne de 20 % à 40% des flux mondiaux d'IDE entre 1990 et 1999<sup>5</sup>. Toutefois, des disparités importantes apparaissent au sein de ces pays. Les IDE sont concentrés autour de quelques pays notamment les nouveaux pays d'Asie et d'Amérique Latine. Les PECO (pays d'Europe Centrale et Orientale) et les pays d'Afrique et du Moyen-Orient se partagent le reste avec toutefois une prédominance des PECO.

### ***1.1. Evolution des IDE: Les tendances globales***

L'Amérique latine est à la tête des pays en développement en matière d'attractivité des IDE. Sa part dans le total des flux d'IDE mondiaux varie entre 4 et 10 %. Elle a réussi à maintenir sa part de marché en dépit d'un regain d'intérêt pour l'Asie (l'Asie était au premier rang des régions attractives avant la crise financière). Elle a su bénéficier de la globalisation en termes d'IDE et a vu naître dans les années 90 plusieurs accords d'intégration Sud-Sud<sup>6</sup>.

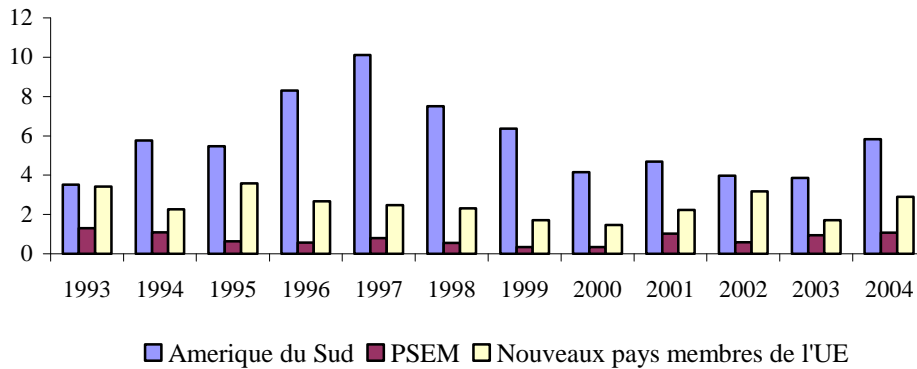
Parallèlement, les flux d'IDE à destination des PECO se sont développés rapidement au cours de la dernière décennie. Dès 1993, ils atteignaient déjà près de 4% du total des flux mondiaux, dépassant ainsi largement les PSEM. Fruits d'une forte intégration économique, les flux d'IDE à destination des PECO proviennent principalement de l'UE, premier acteur dans les PSEM. Toutefois, les PECO entrent directement en concurrence, sur le marché européen, avec les PSEM. Ces derniers attirent peu d'IDE et n'ont pas suffisamment profité de l'aire de globalisation des années 90. Les performances de la région depuis les années 90 restent faibles par rapport à l'Amérique du Sud, l'Europe du Sud-Est et la Communauté des Etats Indépendants (Voir Figure 1). Durant la période 1993-2004, la part des PSEM dans les flux mondiaux d'IDE est restée stable autour de 2% en moyenne.

---

<sup>5</sup> Van Huffel. C, 2001, Investissements directs étrangers : problèmes et enjeux pour les pays du Sud et de l'Est de la méditerranée, Revue Région et Développement, n°13, 2001.

<sup>6</sup> Le MERCOSUR a été signé en 1991. Le Pacte Andin a été adopté en 1966 mais ce n'est qu'en 1992 que les frontières commerciales entre les pays membres ont été effectives et qu'en 1995 que les tarifs douaniers harmonisés sont entrés en vigueur. Enfin, l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), ancien accord, est devenue opérationnelle en mars 1981.

**Figure 1: Flux d'IDE en % des flux mondiaux**

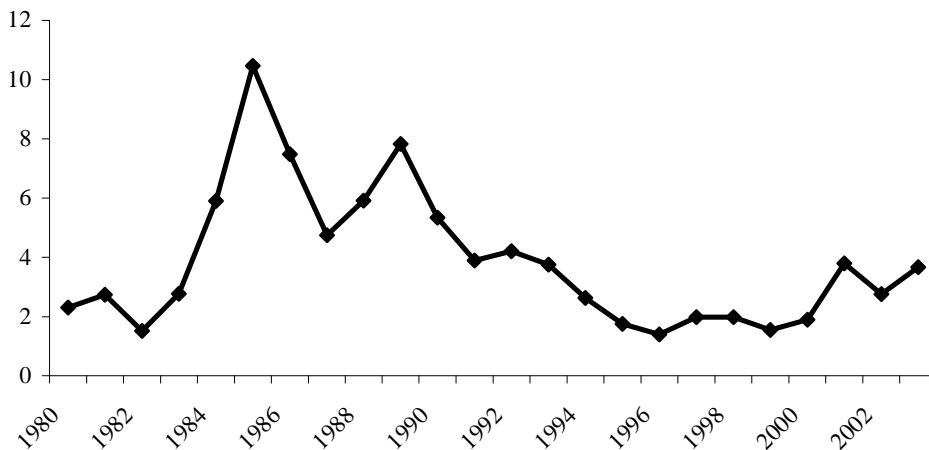


Source : UNCTAD

Par ailleurs, un examen des flux d'IDE dans le total des flux à destination des pays en développement (PVD), affiche une marginalisation des PSEM. Depuis les années 80, les PSEM n'ont reçu en moyenne que 4% des IDE en direction des PVD. Toutefois, des performances ont été atteintes en 1985 et 1989. Elles concernent essentiellement la Turquie et l'Égypte.

Malgré un accroissement modeste des flux d'IDE entre 2000 et 2004 (figure 2), suite au lancement du processus de Barcelone, la part de ces derniers dans les flux totaux en direction des PVD reste faible. Cette tendance trouve son origine à la fois dans l'augmentation de la part des IDE à destination d'autres pays en développement (Amérique du Sud, PECO, etc.) et dans l'absence de réformes structurelles.

**Figure 2: La part des flux d'IDE reçus par les PSEM dans le total des flux reçus par les PVD**



Source : UNCTAD

Toutefois, ces tendances globales cachent quelques hétérogénéités. Une observation par pays permet de retenir certaines spécificités (annexe 1). La Turquie et l’Egypte apparaissent comme les pays les plus attractifs de la région en termes de flux d’IDE reçus en millions de dollars. Ils attirent à eux seuls à peu près les deux tiers des investissements à destination des PSEM. Le Maroc et la Tunisie viennent en deuxième position, suivis de l’Algérie et la Jordanie.

Concernant la Turquie, les IDE entrants ont atteint en 1997, 60% du total des flux à destination des PSEM. Cette progression s’explique en partie par le processus de libéralisation financière lancé depuis la fin des années 80, la signature d’un accord avec l’Union européenne marquant la création d’une union douanière et les programmes de réformes lancés pour attirer les IDE. Toutefois, le montant des IDE rapporté à la taille de l’économie turque est très faible. Malgré ses efforts et l’importance qu’elle accorde aux IDE, la Turquie demeure toujours en dessous de la moyenne des PVD.

A l’image de la Turquie, l’Egypte est un grand pays d’accueil des IDE de part ses ressources naturelles et ses grands programmes de privatisations. Le retour à l’économie de marché (à partir des années 70) a créé un climat propice à l’investissement privé. Différentes politiques économiques ont été mises en place, notamment les privatisations, libéralisations, etc. La première moitié des années 90 a vu le prolongement des performances des années 80 : Les flux d’IDE s’élevaient à 1 milliard de dollars en moyenne. Le tassement intervenu entre 2000 et 2003 à la fois en valeur et en % du PIB, est consécutif à la baisse des opérations de privatisation et aux problèmes de sécurité au niveau mondial. Cependant, les flux d’IDE rapportés au PIB restent nettement supérieurs à la moyenne turque entre 1980 et 2003.

Moins attractifs que la Turquie et l’Egypte, le Maroc et la Tunisie ne disposent pas de ressources naturelles importantes. La crise des années 80 a astreint ces pays à suivre des réformes structurelles importantes avec comme soubassement la libéralisation de leurs économies. Quoiqu’au demeurant importantes, ces réformes n’ont pas réussi à drainer les IDE. Ces derniers demeurent très erratiques et suivent le lancement des différents programmes de privatisation. Néanmoins, un accroissement sensible des flux d’IDE a été enregistré après la signature des accords Euromed.

A l’inverse, l’abondance des ressources en hydrocarbures n’a pas profité à l’Algérie. Ce pays n’a attiré qu’une partie infime des IDE à destination des PSEM, avant la deuxième moitié des années 90. Plusieurs facteurs sont à l’origine de cette situation notamment l’instabilité politique, le caractère archaïque du secteur productif et la faiblesse des infrastructures. Toutefois, depuis le premier accord de rééchelonnement de la dette en 1994, des efforts considérables (libéralisation, code des investissements, création des organismes publics pour encourager les investissements, etc.) ont été entrepris dans le cadre de la transition vers l’économie du marché, pour favoriser le climat des investissements. Ces engagements ont contribué à un accroissement des flux d’IDE, à partir de la deuxième moitié des années 90. Notons que, le pétrole et le gaz attirent l’essentiel des flux d’IDE.

Cependant, au regard de la taille du pays et de ses potentialités, les investissements étrangers restent insuffisants. La part des flux d'IDE dans le PIB ne dépasse pas les 2%.

L'exception de la Jordanie est assez frappante. Rapportés à la taille économique du pays les flux d'IDE en direction de la Jordanie sont élevés par rapport à la moyenne des PSEM. Le ratio IDE /PIB a atteint environ 4% en 2003. Néanmoins, un examen, en valeur des flux d'IDE indique une marginalisation de la Jordanie en termes d'attractivité des IDE. En effet, l'instabilité régionale combinée à une faible croissance et une démographie croissante, ont conduit à la détérioration de la situation économique du pays.

Globalement, le comportement des IDE semble répondre en grande partie à une attraction des programmes de privatisation plutôt qu'un flux régulier des ressources étrangères (Martin, 2000). Ces mêmes programmes s'inscrivent dans une logique de libéralisation croissante de ces économies.

### *1.2. Les IDE européens dans les PSEM*

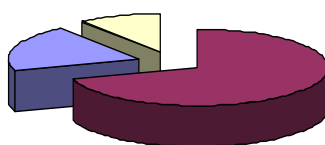
Sur le plan géographique, l'UE est le principal investisseur dans les PSEM. Toutefois, la part des PSEM dans les IDE extra-européens est très faible. Comparée aux autres pays en développement, cette part n'a pas dépassé 1% entre 1994 et 2002, alors même que le Mercosur a reçu en moyenne 8%, les nouveaux pays membres de l'Union européenne 7% et l'Asie 3%<sup>7</sup>. En dépit de la proximité géographique et des liens historiques et commerciaux noués avec l'Union européenne, les PSEM n'ont pas su attirer les firmes européennes. Ils souffrent en effet de la concurrence de l'Asie, incontournable en matière de coûts de main-d'œuvre, et des PECO. Par ailleurs, l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée peut être également un frein du développement des capitaux étrangers.

A côté de l'Union européenne, les Etats-Unis (EU) est aussi un pourvoyeur important en investissements étrangers dans les PSEM. En 2004, la part de l'Amérique du nord dans le total des investissements à destination des PSEM a atteint 19% avec une concentration des investissements en Algérie et en Egypte. Ces derniers sont essentiellement concentrés dans le secteur de l'énergie. Ces investissements sont en général de grande taille avec un risque élevé et une rentabilité importante.

---

<sup>7</sup> Radouane S & Reiffers J. L., 2004, Rapport du Femise sur le partenariat euro- méditerranéen, Décembre.

Part des flux d'IDE entrants dans les PSEM 2000



■ UNION EUROPEENE ■ Etats-Unis □ AUTRES

Source : Calcul des auteurs à partir de l'OCDE

Au contraire, l'UE investit peu dans l'énergie. Les capitaux européens sont présents principalement dans les secteurs de télécommunications, pharmacies et industries. Ils sont par ailleurs concentrés dans deux pays : le Maroc et la Tunisie. Les IDE proviennent en majorité de l'UE et plus particulièrement de la France. Toutefois, les secteurs investis par les capitaux français dans les deux pays sont différents : Au Maroc, les capitaux se concentrent particulièrement dans les télécommunications, les services et l'industrie, alors qu'en Tunisie, les investissements concernent les hydrocarbures, le tourisme et l'immobilier.

Au total, l'UE et les EU demeurent les principaux pourvoyeurs d'investissement dans les PSEM. Toutefois, d'autres régions ont investi récemment dans les PSEM notamment l'Asie et les pays Arabes. La part de ces pays dans le total des investissements à destination des PSEM est en effet importante.

## **2. INTEGRATION REGIONALE ET IDE : UNE REVUE DE LA LITTERATURE**

Les évolutions récentes de l'économie mondiale, caractérisées par une multiplication des accords régionaux, relancent le débat sur l'investissement international, les stratégies de localisation des firmes et leurs effets sur les pays d'accueil et d'origine, donnant ainsi naissance à une nouvelle littérature. Les travaux récents se penchent désormais sur l'analyse des liens entre intégration régionale et IDE. Suivant un cadre très large de la littérature sur les IDE, ces travaux se décomposent en deux catégories : D'une part, les études analysant les effets de l'intégration sur les IDE intra-régionaux et d'autre part, les travaux consacrés à l'examen des IDE extra-régionaux.

Dans notre papier nous mettons l'accent sur l'investissement externe. Une revue sommaire de la littérature sur les déterminants des IDE est étudiée dans un premier temps. Le lien entre intégration régionale et IDE est analysé dans un second temps.



## ***2.1. Les déterminants des IDE : Une revue sommaire de la littérature***

Les analyses traditionnelles des firmes multinationales privilégiaient chacune l'un des déterminants des IDE. La théorie traditionnelle du commerce international a tenté d'expliquer l'IDE à travers les différences de dotations initiales de facteurs, mettant en avant les caractéristiques des pays d'accueil et d'origine des IDE. Toutefois, la dimension pays s'est avérée insuffisante face à « un phénomène multidimensionnel ». Plusieurs facteurs concourent en effet à la multinationalisation des firmes.

Il a fallu attendre les travaux de Dunning pour disposer d'un cadre unifié des déterminants des investissements directs étrangers (IDE). Partant du concept de marché imparfait développé par plusieurs théoriciens (S. Hymer ; C. Kindleberger ; R. Coase), Dunning a conceptualisé un paradigme réunissant trois avantages : les avantages spécifiques de la firme, les avantages spécifiques du pays et les avantages de l'internalisation.

Pour maintenir leurs parts de marché, les firmes multinationales ont le choix entre plusieurs stratégies : servir un marché par le biais des exportations, de ventes de licences, ou encore de l'investissement. Elles prennent leurs décisions suivant les coûts générés par une implantation à l'étranger. En présence d'importants coûts de transactions et d'information « incomplète », les firmes ont intérêt à internaliser (c'est-à-dire choisir le mode d'organisation le plus efficace) pour maintenir leurs avantages spécifiques. Fondés sur la détention d'actifs intangibles (développement technologique, connaissance, savoir-faire), ces avantages procurent à la firme une position de leader sur le marché. Le pouvoir accaparé par la firme, dont les avantages spécifiques dépassent les coûts d'implantation, lui permet de contrôler l'entrée de firmes concurrentes. Outre la baisse des coûts de transactions, la firme installée dans un pays réussit à réduire également ses coûts d'information.

Toutefois, les avantages à la localisation sont aussi déterminants dans le choix qu'opère la firme pour investir à l'étranger. Blomström et Kokko (1997) mettent l'accent sur l'importance des engagements et réformes réalisés dans les pays d'accueil. Concernant le Mercosur, les auteurs pensent que la stabilité macroéconomique a été un déterminant des flux d'IDE plus important que l'intégration régionale elle-même.

## ***2.2. Intégration régionale et IDE***

Les accords d'intégration régionale peuvent produire différents effets sur les flux d'IDE. L'impact dépendrait, entre autres, des caractéristiques des pays qui forment désormais une zone intégrée, de la nature de l'accord, du type d'IDE et des politiques économiques implantées dans chaque pays avant et après l'accord (Blomström & Kokko, 1997).

**Tableau 1 : Effets de l'intégration régionale sur les IDE : une approche théorique**

	Effets de l'intégration économique	
	IDE Intra - régionaux	IDE extra - régionaux
<b>IDE Verticaux</b>	Hausse des IDE et du commerce (IDE et commerce complémentaires)	Augmentation des IDE : - la localisation des FMN dépend des coûts de production  Accroissement du commerce
<b>IDE Horizontaux</b>	Baisse des IDE (commerce et IDE substitut)	Accroissement des IDE : -L'extension de la taille du marché, suite à une intégration régionale, génère de nouvelles opportunités d'investissements (Markusen, 2003) - l'IDE peut être aussi motivé par une stratégie de contournement des barrières tarifaires (Motta et Norman ,1996 ; Neary, 2002)

L'impact de l'intégration régionale dépend aussi de l'origine des IDE (IDE intra-régionaux et IDE extra-régionaux). S'agissant des IDE intra-régionaux, la signature d'un accord d'IR se traduit par une suppression des barrières aux échanges et donc une baisse des IDE horizontaux. La FMN préfère en effet approvisionner le marché commun par les exportations au lieu de supporter les coûts d'implantation. Cet effet se produit lorsque les investisseurs cherchent à contourner les barrières tarifaires et non tarifaires (Neary, 2002). Toutefois, l'intégration peut stimuler les IDE, de nature verticale entre les pays membres, si la FMN à la recherche de coûts de production compétitifs, opère une fragmentation du processus de production (Blomström & Kokko<sup>8</sup>, 1997).

L'IR affecte aussi les IDE extra-régionaux. La réduction progressive des barrières aux échanges internes et l'application d'un tarif extérieur (commun) élevé vis-à-vis des pays tiers, accroissent l'investissement externe dont l'objectif est de contourner les barrières aux échanges. Les IDE motivés par les craintes d'une protection future sont largement exposés dans la littérature à travers l'exemple européen. Une partie des IDE extra-européens est en effet motivée par les craintes de construction d'une « forteresse européenne »<sup>9</sup>.

Parallèlement, des FMN horizontales apparaissent lorsque l'intégration régionale augmente les possibilités d'exploiter un marché plus important. La taille du marché, représentative d'une forte demande, encourage l'entrée des capitaux. Krugman (1980) montre en effet que la taille du marché domestique favorise l'activité économique de la zone concernée via l'existence d'économies d'échelle.

A travers une approche différente, Motta et Norman (1996) montrent dans un modèle oligopolistique avec comportements stratégiques que l'accroissement de la taille du marché, suite à une intégration régionale, favorise les IDE.

<sup>8</sup> Les auteurs réalisent une étude descriptive des effets de l'intégration régionale sur les IDE.

<sup>9</sup> Head. K & Mayer. T, 2001, Effet frontière, intégration économique et "Forteresse Europe", document de travail du CEPII, n°2001-06, Septembre.

Dans ce modèle, les auteurs étudient l'impact de l'intégration régionale sur les stratégies de localisation des firmes. Ils se placent dans le cadre d'un modèle à trois pays de taille similaire (deux pays forment un bloc régional) et trois firmes implantées chacune dans son pays d'origine. Celles-ci opèrent leurs choix de pénétration du marché (exportations ou IDE) suivant l'importance des barrières tarifaires vis-à-vis de l'extérieur, le niveau des barrières intra-régionales et l'importance de la taille de la zone intégrée. A travers un jeu séquentiel<sup>10</sup>, les auteurs montrent que les effets sur les IDE d'une intégration régionale entre pays similaires divergent selon que l'on se place dans un cadre d'IDE intra ou extra-zones. Une baisse des IDE intra-zones est à prévoir lorsque le choix de localisation des firmes est dicté par une stratégie de « Tariff-jumping ». Au contraire, un accroissement de la taille du marché suite à une intégration économique a un effet positif sur les IDE externes à la région. Une demande importante sur le marché d'accueil, des coûts faibles d'implantation et des coûts de transports élevés incitent en effet la firme à installer plusieurs filiales à l'étranger au lieu de servir le marché local par les exportations (Brainard, 1993).

Contrairement à Motta et Norman (1996), Markusen (2003) étudie les stratégies de localisation des firmes à travers deux types d'intégration. Les choix qu'opèrent les FMN diffèrent en effet selon que l'intégration est de type Sud-Sud (l'auteur prend l'exemple du MERCOSUR) ou Nord-Sud (ALENA). Pour l'auteur lorsque les pays en développement forment une région, l'augmentation de la taille du marché ouvre des opportunités d'investissements aux firmes étrangères qui développent des stratégies horizontales. Au contraire, lorsque des pays différents signent un accord régional, les FMN s'implantent là où les coûts de production sont faibles et servent le pays d'origine des IDE par la réexportation.

Dans la plupart des travaux théoriques, l'effet taille du marché est un déterminant majeur dans les stratégies de localisation des FMN. Il est d'autant plus important, qu'au sein même d'une région intégrée la taille de marché des différents pays modifie les stratégies des FMN. Toutefois, comme le souligne Blomström (1997), les réformes macroéconomiques engagées par la région sont plus importantes que la taille de marché.

### ***2.3. Intégration régionale et IDE : Quelques éléments d'appréciation empirique***

Avec le foisonnement des accords régionaux, la littérature empirique des déterminants des IDE s'est enrichie. A ce titre, plusieurs travaux ont analysé l'impact de l'intégration régionale sur les IDE. S'inspirant de la littérature existante sur les IDE, ces études peuvent être classés en deux catégories, suivant les techniques et les méthodologies utilisées : les modèles gravitaires (généralement appliqués aux flux de commerce) et les modèles standards des déterminants des IDE.

---

<sup>10</sup> Le jeu se fait en deux étapes. Dans la première étape, les firmes effectuent leurs choix d'implantation sur le marché étranger. Dans la deuxième étape, elles choisissent les quantités produites étant donnée la stratégie de la firme concurrente. La firme qui joue en premier dispose d'un avantage et peut empêcher l'entrée d'une firme concurrente.

Le tableau 2 représente un récapitulatif des travaux récents sur les liens entre intégration régionale et IDE. On y relève des variables traditionnelles des déterminants des IDE et une variable d'intégration. La variable la plus communément utilisée, dans la littérature, est la taille du pays hôte. Elle explique particulièrement les IDE de nature horizontale. L'investissement est principalement fonction de la taille du marché lorsque l'IDE est un moyen pour la firme de pénétrer un marché. De Sousa et Lochard (2004) captent cet effet taille via la somme des PIB de l'investisseur et du pays d'accueil et une variable mesurant la similarité de la taille économique des deux pays. Ces variables sont habituellement positives et significatives.

La taille de la région consécutive à une intégration économique est également utilisée dans la littérature pour capter la force de la demande domestique. Elle est généralement mesurée par le PIB de la région. Jaumotte (2004) utilise la somme des PIB des pays d'accueil des IDE (membres d'une zone intégrée) comme proxy de l'intégration régionale. Elle étudie l'importance de la taille du marché suite à une intégration régionale. L'auteur travaille sur un échantillon de 71 pays en développement entre 1980 et 1999. Elle conclut que la taille du marché intégré a un effet positif sur les IDE reçus par les pays membres. Toutefois, l'impact positif sur les IDE n'est pas également distribué entre les pays de la zone. Les FMN s'installent dans les pays de la région relativement mieux dotés en main-d'œuvre qualifiée et bénéficiant d'une plus grande stabilité économique et financière.

Outre la taille de marché, d'autres travaux emploient simultanément différentes mesures des effets de l'intégration régionale. Yeyati & al (2003) définissent trois variables d'intégration : une variable muette, la somme des PIB des pays hôtes membres de la région intégrée (Extended Market host) et la somme des PIB des pays d'origine de l'investissement et membres de la région (Extended Market source). Cette décomposition permet en effet aux auteurs de capter à la fois l'effet taille du marché hôte (impact positif sur les IDE) et l'effet détournement des IDE.

De même, Velde & al (2004) intègrent en sus d'une variable muette, deux indices d'application des règles d'investissements et des règles commerciales. Les auteurs tentent en effet d'expliquer pourquoi certaines régions réussissent mieux à attirer les IDE alors que d'autres n'y parviennent pas. Dès lors, ils estiment un modèle traditionnel des déterminants des IDE pour deux investisseurs (les Etats-Unis et la Grande Bretagne) et respectivement 68 et 97 pays d'accueil (pays en développement). Ils définissent, par ailleurs, les règles spécifiques d'investissement propres à chaque région (voir Velde and Fahnbulleh, 2004). Les auteurs concluent que l'intégration régionale augmente les IDE extra-régionaux suivant l'application des dispositions régionales d'investissement et la position du pays dans la région.

Pour Bertrand & al (2003), l'impact du MERCOSUR et de ALENA sur l'attractivité des IDE se résume à l'utilisation d'une variable muette marquant la date de ratification des traités. De même, De Sousa et al (2004) utilisent plusieurs variables indicatrices pour mesurer à la fois l'intégration économique et monétaire dans le cadre d'IDE intra et extra-régionaux.

S'agissant des IDE intra-européens, la variable équivaut à 1 si le pays hôte et le pays d'origine de l'investissement appartiennent à l'UE. Parallèlement, les auteurs définissent d'autres variables indicatrices pour capter les « relations extra-régionales des pays membres de l'UE ». Celles-ci prennent la valeur 1 lorsque le pays membre de l'UE est respectivement pays hôte et pays d'origine des IDE. Globalement, l'intégration économique et monétaire ont un impact positif respectivement sur les IDE intra et extra régionaux et les IDE intra et extra zones euro. Toutefois, l'utilisation des variables muettes doit se faire avec beaucoup de précaution particulièrement dans un modèle en panel. Les variables indicatrices peuvent en effet capter des effets spécifiques temporels surtout si le modèle n'est pas bien spécifié.

Concernant les autres déterminants des IDE, les travaux empiriques n'arrivent pas à un consensus global (Levasseur, 2002). Cette divergence s'explique en partie par des problèmes de mesure des variables explicatives (voir annexe 2). Reprenons, à titre d'exemple, l'emploi des coûts salariaux dans la littérature sur les déterminants des IDE. Ces derniers sont en effet supposés avoir un impact négatif sur les IDE. Toutefois, le choix de certaines variables peut se traduire par un effet opposé si l'on se situe dans une optique de qualification de la main-d'œuvre et non pas de coûts de travail à proprement parlé. Pour Jaumotte (2004), Yeyati et al (2003) et autres, le coût du travail, mesuré par le nombre d'inscription dans le secondaire ou le pourcentage dans la main-d'œuvre des diplômés du secondaire, est positif et significatif. Il reflète la recherche d'efficacité par les firmes multinationales à travers la qualification. Dupuch (2001) et Bertrand et al (2003) arrivent aux mêmes conclusions à partir des coûts unitaires salariaux. Les auteurs trouvent une variable de compétitivité-coût non significative et concluent que les stratégies de minimisation des coûts salariaux ne prédominent pas entre les pays développés. Toutefois, des études au niveau sectoriel sont nécessaires pour apprécier l'importance du capital humain.

A l'instar des coûts salariaux, la variable d'infrastructure n'est pas toujours de signe attendu et significative (tableau 2). Mesurée chez Jaumotte (2004) par le nombre de télévisions par tête, elle ne produit pas l'effet escompté. Le choix de la proxy est en effet contestable. L'auteur lui-même le signale dans son papier et précise que des proxies plus pertinentes peuvent être utilisées pour mesurer l'impact positif de l'infrastructure sur les IDE. Toutefois, Dupuch (2001) et Reiber (2000) aboutissent aux résultats « espérés ». Les auteurs utilisent en effet le taux d'investissement public (non disponible pour l'ensemble des pays en développement et sur une longue période) dans le pays d'accueil pour mesurer la qualité de l'infrastructure.

D'autres variables, notamment l'ouverture commerciale et le taux de change, ont un impact ambigu sur la localisation des investissements. Leurs signes varient en effet suivant la nature des IDE en place. Lorsque l'IDE est motivé par des différences de dotations factorielles, la baisse des barrières tarifaires entraîne un accroissement des IDE. En revanche, une diminution des mesures de protection se traduit par un abaissement des IDE horizontaux (Bertrand & al, 2003 ; De Sousa & Lochard, 2004 ; etc.)

Parallèlement, le taux de change a théoriquement un impact incertain sur les IDE. Une appréciation du taux de change peut être à la fois une source d'attraction et de répulsion des IDE. En augmentant les coûts de production et les prix des actifs locaux, le taux de change réel réduit les IDE dont la stratégie est la réexportation. A l'opposé, les IDE destinés à servir le marché local s'accroissent avec une appréciation du taux de change.

**Tableau 2 : Intégration régionale et IDE : une revue de la littérature empirique**

	<b>F. Jaumotte (2003)</b>	<b>E. L. Yeyati, E. Stein and C. Daude (2003)</b>	<b>D. W. Velde D. Bezemer (2003)</b>	<b>O. Bertrand N. Madariaga (2003)</b>	<b>G. Bittencourt, R. Domingo, N. L. Reig (2006)</b>	<b>J. de Sousa J. Lochard (2004)</b>
<b>Pays d'origine</b>	-	20 OCDE	EU et GB	EU		20
<b>Pays d'accueil</b>	71 PVD	60 pays	68 PVD/97 PVD	Alena / Mercosur		
<b>Période</b>	1980-1999	1982-1999	1980-2001	1989-1998	1984-2002	1982-2001
<b>Déterminants économiques des IDE</b>						
Taille de marché	+	+	+	+	NS	
Accès aux marchés régionaux	+	+	Dépend de La région	NS (MRCOSUR) + (ALENA)	+	+
Mains d'œuvre non qualifié et bon marché	+	+	+	NS		+
Compétences technologiques						+
Infrastructure	NS					
Ouverture	+		+			
Effet d'agglomération	+			NS		
Distance		-			+	
Barrières tarifaires et non tarifaires				+		+
<b>Environnement politique / des affaires</b>						
Risque politique	+					+
Inflation		+	NS		-	-
Taux de change						NS
Stabilité économique		+			NS	
Privatisation					+	+
Traités bilatéraux, régionaux et internationaux d'investissement			+		+	

### 3. MODELISATION EMPIRIQUE

#### 3.1. Spécification du modèle

Deux spécifications empiriques apparaissent dans la littérature sur les déterminants des IDE : l'équation de gravité et les modèles standards des déterminants des IDE. La première, généralement utilisée pour expliquer les flux de commerce, a été appliquée aux IDE bilatéraux et plus particulièrement aux modèles de « capital-Knowledge » (Carr & al, 2001 ; Levy & al, 2002). La deuxième approche a été largement confirmée dans la littérature empirique des déterminants des IDE (Pain, 1997).

Dans cet article, nous adoptons la seconde spécification. La principale raison en est le manque de données bilatérales d'IDE pour les pays de notre échantillon. Notre modèle intègre des variables traditionnelles des déterminants des IDE et une variable additionnelle d'intégration régionale, mesurant l'effet taille de marché de la région.

Nous testons deux modèles de panel, avec des échantillons respectivement de 64<sup>11</sup> et 24 pays, sur une moyenne de cinq ans (1980, 1985, 1990, 1995 et 2000). Cette distinction nous permet de spécifier la nature de l'intégration régionale à proposer aux PSEM. On estime l'équation suivante, pour nos différents échantillons, à partir des données d'IDE des Nations Unies :

$$\ln(\text{IDE})_{i,t} = \alpha_1 \ln(\text{IDEF})_{i,t} + \alpha_2 \ln(\text{PIBT})_{i,t-1} + \alpha_3 \ln(\text{PIBREGION})_{i,t-1} + \alpha_4 \ln(E)_{i,t-1} + \alpha_5 \ln(\text{INFRA})_{i,t-1} + \alpha_6 \ln(\text{DC})_{i,t-1} + \alpha_7 \ln(\text{OUV})_{i,t-1} + \varepsilon_{i,t}$$

Où  $\ln \text{IDE}_{i,t}$  représente le logarithme du stock d'IDE à destination du pays  $i$  à la période  $t$  (en dollars constants),  $\ln \text{IDEF}_{i,t}$  est le logarithme des flux d'IDE en direction du pays  $i$  à la période  $t$ , cumulés sur cinq ans,  $\ln \text{PIBT}_{i,t-1}$  est le logarithme du produit intérieur brut par tête du pays  $i$  à la période  $t-1$  (en dollars constant),  $\ln \text{PIBREGION}_{i,t-1}$  est le produit intérieur brut de la région à laquelle appartient le pays  $i$ ,  $\ln E_{i,t-1}$  est le taux de change réel de chaque pays  $i$  par rapport au dollars;  $\ln \text{INFRA}_{i,t-1}$  est une proxy de l'infrastructure dans le pays  $i$  à la période  $t-1$ ;  $\ln \text{DC}_{i,t-1}$  est le crédit domestique du secteur privé exprimé en pourcentage du PIB et  $\ln \text{OUV}_{i,t-1}$  est l'ouverture commerciale du pays d'accueil des IDE.

---

<sup>11</sup> On disposait à la base de 68 pays. L'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay ont été retirés dans la mesure où ils captent l'effet MERCOSUR.



### 3.2. Données

La variable indépendante mesurée par le stock d'IDE est extraite d'UNCTAD. Nous n'avons malheureusement pas pu utiliser les flux d'IDE bilatéraux. La base de l'OCDE ne nous fournissait pas des données complètes pour l'ensemble de nos régions. Les stocks d'IDE, dont nous disposons, exprimés en dollars courants, ont été convertis à prix constants (année de base 2000). Par ailleurs, ils ont été corrigés du déflateur moyen de la formation brute du capital fixe (FBCF) des principaux pays d'origine des investissements<sup>12</sup>.

Les déterminants des IDE retenus dans notre modèle peuvent être résumés comme suit :

- l'effet d'agglomération (IDEF) est le cumul des flux d'IDE des cinq dernières années. Il est calculé à partir des données d'UNCTAD et est corrigé du déflateur moyen de la FBCF des principaux pays d'origine des investissements. Théoriquement, cette variable doit avoir un signe positif. Les FMN sont incitées à investir là où les IDE se déjà installés. La concentration des activités au centre attire encore plus de capitaux au détriment de la périphérie.

- Le climat d'investissement (DC) est mesuré par le crédit domestique privé, exprimé en pourcentage du PIB. Il est extrait de la base de données de la banque mondiale. Utilisé comme proxy du climat des affaires, il indique que les FMN choisissent en partie leur localisation en fonction de l'environnement et du milieu des affaires du pays hôte.

- Le taux de change réel, exprimé en base 100 sur les Etats-Unis, est obtenu de la base CHELEM-CEPII. Il influence la nature des IDE. A ce titre, une appréciation du taux de change est favorable aux FMN qui cherchent à s'implanter dans le pays hôte pour servir le marché local. Au contraire, si les FMN investissent à l'étranger à des fins de réexportation, une appréciation du taux de change réel peut être un frein aux IDE.

- Le produit intérieur brut par tête en parité du pouvoir d'achat mesure l'évolution du pouvoir d'achat. Toutefois, il est également utilisé dans la littérature empirique comme une proxy du coût de travail (Di Mauro, 1999). Il est calculé à partir des données de la banque mondiale.

- L'infrastructure dans le pays hôte est un facteur d'attractivité des IDE. Elle est mesurée dans nos modèles par le nombre de lignes téléphoniques<sup>13</sup> par mille personnes. Ces données proviennent également des statistiques de la banque mondiale. Elle est censée avoir un impact positif sur la localisation des activités

---

<sup>12</sup> On a retenu les principaux investisseurs étrangers : les Etats-Unis, l'Union européenne à 15, le Canada et le Japon.

<sup>13</sup> Les lignes fixes et les portables.

dans le pays, puisqu'elle facilite la réalisation des opérations de production et de distribution.

- La taille de marché est mesurée par le PIB en parité de pouvoir d'achat de la région. On retient pour chaque pays son produit intérieur brut avant l'accord et le PIB de la région un an après l'entrée en vigueur de l'accord. Les données proviennent de la banque mondiale. Issue d'un large consensus, cette variable a un effet positif sur les IDE. Elle est nécessaire pour une utilisation plus efficiente des ressources et l'exploitation des économies d'échelle.

- L'ouverture est mesurée par les exportations rapportées au PIB en parité de pouvoir d'achat. Les données sont extraites de la banque mondiale. Elle permet de vérifier si flux d'échanges et investissements internationaux sont complémentaires ou substitués.

Dans notre modèle, et à l'exception des flux d'IDE cumulés, Les variables explicatives sont retardées de cinq années. Ce retard s'explique en partie par le temps de réponse des investissements aux changements économiques, politiques et financiers intervenus dans le pays hôte des IDE.

### ***3.3. Les résultats empiriques***

Le tableau 3 reprend les résultats de nos deux modèles, estimés en panel. Toutes les estimations utilisent les effets fixes. Le test d'Hausman corrobore la présence d'effets spécifiques individuels et temporels des variables inobservables (voir annexe 3), dont la présence capte les caractéristiques individuelles des pays d'accueil des IDE, et les mouvements de régionalisation qui s'opèrent, au cours du temps, entre les différents pays.

Par ailleurs, les variables explicatives ont dans l'ensemble le signe attendu et sont significatives. L'effet d'agglomération (cumul des flux d'IDE sur cinq ans) est positif et significatif. Les FMN sont en effets incités à se localiser là où les IDE sont déjà installés. Le stock d'IDE présent dans le pays d'accueil est un indicateur des conditions nationales favorables dans le pays hôte. Il permet, par ailleurs, à la FMN de profiter des économies d'échelles, de l'offre et de la demande présentes grâce aux firmes implantées. Parallèlement, l'infrastructure dans le pays d'accueil est significative et positive. Ce résultat corrobore l'idée selon laquelle la qualité des infrastructures constitue une source d'attractivité des IDE.

Par ailleurs, le signe du taux de change est théoriquement ambigu. En effet, une appréciation du taux de change réel peut être source d'attractivité des IDE, si ces derniers ont pour objectif de servir le marché local ; au contraire des IDE de réexportation n'augmenteront que si le taux de change réel augmente. Dans nos deux modèles le taux de change réel (coté au certain) est négatif et significatif. Il indique que les FMN réalisent essentiellement des investissements de réexportation. Le PIB par tête est significatif et positif respectivement à 10 et 5%

pour l'Union douanière et la zone de libre échange. Enfin, les variables, climat d'investissement (crédit domestique) et ouverture, ne sont pas significatives.

Le PIB régionale, censé capter l'impact de l'intégration régionale via la taille du marché, est significatif et positif. Une intégration régionale augmente la taille du marché et crée une demande importante. Dès lors, les FMN installées dans la région, seront motivées pour servir le marché local.

**Tableau 3 : Déterminants des IDE pour une Union Douanière et une Zone de Libre Echange**

Variables	ZONE DE LIBRE ECHANGE	UNION DOUANIERE
Période	1985-2000	1985-2000
	avec effets fixes	avec effets fixes
C	-0.47 (-0.28)	-0.81 (-1.08)
LOG(IDEF)	0.24*** (8.36)	0.31*** (5.21)
LOG(PIBREGION)	0.08*** (4.11)	0.09*** (6.40)
LOG(TXCH)	-0.37*** (-3.02)	-0.13 (-1.33)
LOG (INFRA)	0.32** (1.99)	0.49*** (3.57)
LOG (DC)	-0.10 (-1.38)	-0.02 (-0.17)
LOG (PIB/POP)	0.56** (2.59)	0.25 (1.65)
LOG(OUV)	0.20 (1.38)	0.09 (0.95)
R2	0.96	0.96
F-Statistic	74.88	57.33
Prob(F-Statistic)	0.00	0.00
Total observations	166	76

### 3.4. Simulations

Nous proposons dans cette section une simulation du potentiel d'IDE, pour les PSEM, sous l'hypothèse d'une intégration Sud-Sud. Les calculs, sur la base des équations estimées dans le tableau 3, sont réalisés pour deux niveaux d'intégration régionale. Les simulations sont effectuées sur plusieurs années. Les résultats de cet exercice sont donnés dans le tableau 4 qui reprend les valeurs réelles et les valeurs simulées des IDE pour les six pays de notre échantillon. Les valeurs en pourcentage représentent le rapport des IDE réels aux IDE potentiels ; une variable supérieure à 100% signifie que les pays dépassent leurs potentiels d'IDE.

Dans l'ensemble, et pour les pays de notre échantillon, une zone de libre échange et une union douanière sont très proches en terme de potentiel d'IDE. Toutefois, la Turquie présente une exception. Une union douanière relève le potentiel d'IDE de la Turquie, alors qu'une zone de libre échange n'en crée pas. A ce stade, la Turquie est performante en matière d'attractivité des IDE, les stocks d'IDE réels étant supérieurs aux stocks simulés. Cette performance est liée en partie au lancement du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE (union douanière). Néanmoins, on observe une stabilité du potentiel d'IDE le long de la période. La Turquie est très proche de son potentiel d'IDE et le scénario d'un accroissement important de l'attractivité des IDE, suite à une intégration Sud-Sud, est moins probable.

Par ailleurs, le calcul du potentiel d'IDE, pour les autres PSEM, permet de faire une distinction entre deux groupes de pays : les pays performants et les pays à potentiel d'IDE. Pour les premiers (le Maroc et la Tunisie), l'IDE actuel est globalement beaucoup plus important que l'IDE simulé. La taille du pays, les privatisations et la signature de l'accord euro-méditerranéen expliquent l'attractivité en terme d'IDE de ces derniers.

A l'opposé, le stock d'IDE simulé est supérieur au stock d'IDE entrant en Jordanie et en Algérie. Les flux d'IDE récents (voir annexe 1) semblent confirmer ces résultats, avec une nette augmentation des IDE par rapport à 1993-1995. Concernant l'Algérie, l'instabilité politique qui régnait au début des années 90 s'est traduite par une fuite en avant des IDE. Toutefois, à partir de la deuxième moitié des années 1990 le potentiel d'IDE s'est accru, sans pour autant dépasser 100%. Parallèlement, la taille du pays, le mouvement récent des privatisations (il s'est intensifié à partir de 2005) en Jordanie et l'ampleur des problèmes sécuritaires au Proche et Moyen-Orient, expliquent la présence d'un potentiel d'IDE non encore exploité en Jordanie.

Au total, l'impact positif de la taille d'un marché intégré sur les IDE reçus n'est pas également distribué entre les pays membres. Les firmes s'installent là où coexiste une certaine stabilité politique, économique et financière.

#### **Tableau 4 : Les potentiels d'IDE des PSEM suite à une intégration Sud-Sud**

### Algérie

	Réel	Potentiel			
		Zone de Libre Echange		Union Douanière	
		Valeur	En %	Valeur	En %
<b>1993</b>	1628	3382	48%	2943	55%
<b>1994</b>	1552	3572	43%	2934	53%
<b>1995</b>	1505	3437	44%	2912	52%
<b>1996</b>	1945	3924	50%	2991	65%
<b>1997</b>	2298	4970	46%	4086	56%
<b>1998</b>	3031	5649	54%	5047	60%
<b>1999</b>	3202	7295	44%	6501	49%
<b>2000</b>	3497	8171	43%	7156	49%
<b>2001</b>	4704	8895	53%	8118	58%
<b>2002</b>	5891	9962	59%	9457	62%
<b>2003</b>	6636	11267	59%	10563	63%

### Jordanie

	Réel	Potentiel			
		Zone de Libre Echange		Union Douanière	
		Valeur	En %	Valeur	En %
<b>1993</b>	610	3793	16%	3744	16%
<b>1994</b>	584	3092	19%	2770	21%
<b>1995</b>	578	3257	18%	2886	20%
<b>1996</b>	657	2291	29%	1890	35%
<b>1997</b>	1067	3232	33%	2849	37%
<b>1998</b>	1438	5594	26%	5690	25%
<b>1999</b>	1538	6672	23%	7261	21%
<b>2000</b>	2284	7092	32%	7749	29%
<b>2001</b>	2472	8494	29%	9757	25%
<b>2002</b>	2592	9156	28%	10915	24%
<b>2003</b>	3085	9284	33%	11627	27%

### Maroc

	Réel	Potentiel			
		Zone de Libre Echange		Union Douanière	
		Valeur	En %	Valeur	En %
1993	3734	3890	96%	3306	113%
1994	4083	4399	93%	3837	106%
1995	4266	4814	89%	4424	96%
1996	5059	5393	94%	4999	101%
1997	6543	5563	118%	5562	118%
1998	7242	6604	110%	6842	106%
1999	8636	7352	117%	7711	112%
2000	8722	7537	116%	8870	98%
2001	11833	8315	142%	9516	124%
2002	12592	9736	129%	11420	110%
2003	17992	10115	178%	11702	154%

### Tunisie

	Réel	Potentiel			
		Zone de Libre Echange		Union Douanière	
		Valeur	En %	Valeur	En %
1993	8709	6002	145%	5465	159%
1994	9436	6973	135%	6473	146%
1995	10119	7469	135%	7239	140%
1996	11439	8027	143%	7813	146%
1997	11303	8509	133%	8549	132%
1998	13401	8990	149%	8735	153%
1999	11964	9390	127%	9299	129%
2000	11545	9166	126%	9499	122%
2001	11755	10291	114%	10786	109%
2002	14388	11471	125%	11660	123%
2003	17080	12884	133%	13428	127%

### Turquie

	Réel	Potentiel			
		Zone de Libre Echange		Union Douanière	
		Valeur	En %	Valeur	En %
1993	13461	12148	111%	13929	97%
1994	13408	12153	110%	15186	88%
1995	13819	12076	114%	16302	85%
1996	16061	12864	125%	17576	91%
1997	17550	13691	128%	18613	94%
1998	19103	14621	131%	20109	95%
1999	19076	16558	115%	21381	89%
2000	19209	16658	115%	23006	83%
2001	20078	17965	112%	24696	81%
2002	19506	22220	88%	31265	62%
2003	35271	23670	149%	34306	103%

### Egypte

	Réel	Potentiel			
		Zone de Libre Echange		Union Douanière	
		Valeur	En %	Valeur	En %
1993	12939	4309	300%	6375	203%
1994	13410	4673	287%	6766	198%
1995	12322	5789	213%	7073	174%
1996	14314	7244	198%	7192	199%
1997	15821	7459	212%	7809	203%
1998	17471	7752	225%	8437	207%
1999	17812	7853	227%	8753	203%
2000	18254	7972	229%	9255	197%
2001	19147	8518	225%	10237	187%
2002	21914	8861	247%	10952	200%
2003	22455	9181	245%	11560	194%

## CONCLUSION

Nos résultats empiriques montrent que la taille de marché a un effet positif sur l'attractivité des IDE vers les PSEM. Toutefois, cette attractivité reste limitée par rapport à d'autres facteurs plus importants comme le climat des affaires et l'ouverture économique des pays considérés. Au regard de nos simulations et à l'exception de la Jordanie et de l'Algérie, les PSEM dépassent leurs potentiels d'IDE. Ces performances s'expliquent en partie par le lancement des différents programmes de privatisation.

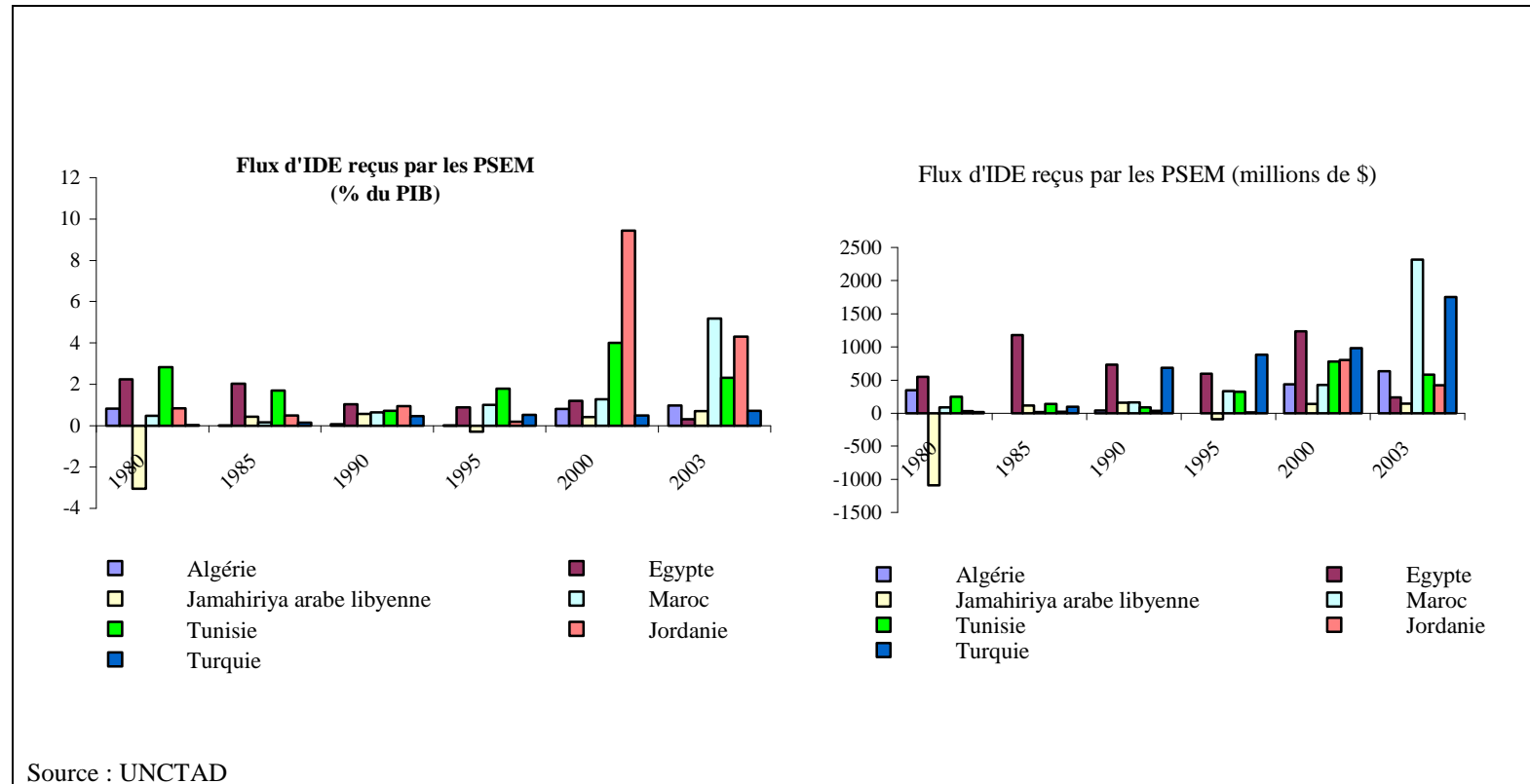
Dès lors, « le maintien des PSEM au stade d'économies tirées par les faibles coûts salariaux, ne permet pas de drainer des investissements motivés par des considérations d'accès au marché ou à des technologies complémentaires à celles de la firme ». Un processus d'intégration régionale n'est en mesure d'attirer les IDE dans une région que s'il est consécutif à une plus grande stabilité économique, politique et financière (Bloomstrom et Kokko, 1997). Aussi, l'engagement des PSEM dans une logique d'intégration économique ne peut être porteur d'un potentiel d'IDE plus important que lorsque la région s'engagera dans un mouvement, en profondeur, de réformes structurelles et institutionnelles. Les IDE dans les PSEM demeurent, en effet, très volatiles en dépit de l'entrée en vigueur du partenariat euro-méditerranéen. Ils dépendent toujours des fluctuations des prix de pétrole, du degré de stabilité politique et du progrès des privatisations dans chaque économie.

Par ailleurs, les PSEM ne peuvent rester dans une position de pourvoyeur en main-d'œuvre non qualifiée. Ils se doivent de développer un savoir-faire, seul élément propre à les garder dans la course à la compétitivité accentuée par les pays d'Asie, d'Amérique du sud et les PECO au sein du marché interne et externe.

## **ANNEXES**



**Annexe1: Evolutions des flux d'IDE reçus par les PSEM en millions de \$ et en % du PIB**



## Annexe 2

### Variables explicatives des déterminants des IDE

Source : S. Levasseur (2002)

Variables explicatives de l'implantation étrangère (mesures communément utilisées)	Impact trouvé sur l'implantation étrangère		
	Positif	Négatif	Non significatif
<b>Taille du pays</b> (absolue, relative ; PIB ou PNB, par tête ; population)	Kumar (2000) ; Bénassy et alii (2001) ; Dupuch et alii (2001) ; Bevan et alii (2000) ; Hanson et alii (2001) ; Rieber (2000)		
<b>Salaire</b> (nominal, réel ; absolu, relatif ; ajusté de la qualité, du taux de scolarisation, de la productivité)	Kumar (2000) ; Görg (2000) ; Rieber (2000)	Baldone et alii (2001) ; Holland et alii (1998) ; Bevan et alii (2000)	Dupuch et alii (2001) ; Rieber (2000)
<b>Fiscalité</b> (taux de taxes sur le bénéfice des entreprises, statutaire ou effectif ; absolu ou relatif)	Kumar (2000)	Kumar (2000) ; Bénassy et alii (2001) ; Hanson et alii (2001)	Dupuch et alii (2001) ; Rieber (2000)
<b>Accords régionaux</b> (participation à l'accord)	Dupuch et alii (2001)		
<b>Tarifs douaniers, quotas et obligations diverses</b> (e.g. minimum de contenu local des produits)		Baldone et alii (2001)	Baldone et alii (2001)
<b>Distance géographique</b> (absolue, relative ; par rapport à l'investisseur, par rapport à un « cœur » d'activité, à un marché)	Holland et alii (1998)	Kumar (2000) ; Baldone et alii (2001) ; Bevan et alii (2000) ; Rieber (2000)	Bevan et alii (2000) ; Hanson et alii (2001)
<b>Spécialisation (et/ou performance) sectorielle du pays d'accueil</b> (poids relatif des secteurs dans l'output total ; avantage comparatif révélé par les échanges)	Görg (2000)		Baldone et alii (2001)
<b>Infrastructures</b> (taux d'investissement public ; index de l'UNESCO : réseau routier, équipement en téléphones...)	Kumar (2000) ; Dupuch et alii (2001) ; Rieber (2000)	Kumar (2000)	
<b>Ouverture commerciale</b> (part des exportations et/ou importations dans le PIB ; exportations nettes)	Kumar (2000) ; Bénassy et alii (2001) ; Dupuch et alii (2001) ; Holland et alii (1998)		Bevan et alii (2000)
<b>Proximité culturelle et linguistique</b> (même langue, anciens liens coloniaux )	Kumar (2000)	Kumar (2000)	Hanson et alii (2001)

### **Annexe 3: Test des effets fixes**

#### Zone de Libre Echange (1985-2000):

- Test des effets fixes individuels :

Effects Test	Statistic	d.f.	Prob.
Cross-section F	10.131029	(51,107)	0.0000
Cross-section Chi-square	292.626881	51	0.0000

- Test des effets fixes périodiques:

Effects Test	Statistic	d.f.	Prob.
Period F	0.719984	(3,155)	0.5415
Period Chi-square	2.297269	3	0.5130

#### Union Douanière (1985-2000):

- Test des effets fixes individuels:

Effects Test	Statistic	d.f.	Prob.
Cross-section F	9.277905	(22,46)	0.0000
Cross-section Chi-square	128.688907	22	0.0000

- Test des effets fixes périodiques:

Effects Test	Statistic	d.f.	Prob.
Period F	1.633202	(3,65)	0.1903
Period Chi-square	5.523128	3	0.1373

## **BIBLIOGRAPHIE**

Benassy-Query A., Fontagne L & Lahreche-Revil A, 2001, “ Stratégie de change et attraction des investissements directs en méditerranée ”, *Revue d'Economie du Développement*, 4: 3-30.

Bertrand O. & A Madariaga., 2003, “ Choix de localisation des entreprises, mode d'entrée et intégration économique: une étude macroéconomique appliquée à l'IDE américain au sein de l'ALENA et du MERCOSUR ”, *Région et Développement*, N°18.

Bittencourt G., R Domingo & N Reig., 2006, “FDI Flows into MERCOSUR Countries: Winners and Losers in the FTAA and the EU-MERCOSUR Agreement”, Working Paper, University of Uruguay, n°02/06.

Blomström M. & A Kokko, 1997, “Regional Integration and Foreign Direct Investment ”, Working Paper Series in Economics and Finance 172, Stockholm School of Economics.

Boudjedra F., 2004, “Risque Pays, IDE et Crise Financière Internationale : Evaluation et Etude Empirique ”, Document de travail, Laboratoire d'Economie d'Orléans.

Brainard S.L., 1993, “A simple Theory of Multinational Corporations and Trade with a Trade-off between Proximity and Concentration”, NBER Working Paper, n°4269.

Camara M., 2003, “Les investissements directs étrangers et l'intégration régionale: Les exemples de l'ASEAN et du MERCOSUR ”, *Revue tiers monde*, n°169.

Coase R.H.,1937, “The Nature of the Firm”, *Economica*, 4, 386-405.

De Sousa J. & Lochard J. 2004, “ Investissements directs étrangers et intégration: quels enseignements pour les PECO? ”, *Economie et Prévision*, 163(2), pp 87-100.

Dupuch S., 2001, “Les déterminants des flux d'IDE intra-européens”, Document de travail CEPN, n°03.

Head K. & Mayer T., 2001, “ Effet frontière, intégration économique et “Forteresse Europe””, document de travail du CEPII, n°2001-06, Septembre.

Jacquemin A., 1989, “International and Multinational Strategic Behaviour”, *Kyklos*, vol. 42, fasc.4, pp.495-513.

Jaumotte F., 2004, “ Foreign Direct Investment and Regional Trade Agreements: The Market Size Effect Revisited”, IMF Working Paper, International Monetary Fund.

Krugman P., 1980, “Scale economics, product differentiation, and the pattern of trade”, *The American Economic Review*, 70 (5), p. 950-959.

Levasseur S., 2002, “ Investissements directs à l'étranger et stratégies des entreprises multinationales”, *Revue de l'OFCE, Hors Série La mondialisation et l'Europe*, Mars.

Markusen J, 2004, “Regional Integration and Third – Country Inward Investment”, *Business and Politics*, Volume 6, Issue 1.

Martin I, 2000, “The Euro-Mediterranean Partnership and Inward FDI in Maghreb Countries”, *International Trade 0307006, EconWPA*.

Motta.M et Norman.G, 1996, “Does Economic Integration Cause Foreign Direct Investment?”, *International Economic Review*, vol 37, N°4, pp 757-783.

Neary P., 2002, “Foreign Direct Investment and Single Market”, *Manchester School, University of Manchester*, vol. 70(3), pp 291-314, Juillet.

Nunnenkamp P., 2001, “ European FDI Strategies in Mercosur Countries ”, Kiel working paper n°1047.

Radouane S & Reiffers J. L., 2004, *Rapport du Femise sur le partenariat euro-méditerranéen*, Décembre.

Rieber A., 2000, “Les déterminants des investissements directs intra-européens” in Lehmann P.J. & Monnier L. (eds) *Politiques Economiques et Construction Communautaire : le Choc Européen*, L’Harmattan.

Sevestre P., 2002, *Econométrie des données de panel*, Editions Dunod.

Van Huffel C., 2001, Investissements directs étrangers : problèmes et enjeux pour les pays du Sud et de l’Est de la méditerranée, *Revue Région et Développement*, n°13, 2001.

Velde D.W. te & D Bezemer., 2004, *Regional Integration and Foreign Direct Investment*, in *Regional Integration and Poverty*, The UK Department for International economic Development (DFID).

Velde, D.W. te and M. Fahnbulleh (2003) “Investment-related Provisions in Regional Trade Agreements” disponible sur [http://www.odi.org.uk/iedg/projects/ec\\_prep.html](http://www.odi.org.uk/iedg/projects/ec_prep.html).

Yeyati E.L., Stein E., Daude C., 2003, "Regional Integration and the Location of FDI", Working paper, Inter-American Development Bank.